

► **Demande d'exemption : Interconnexion AQUIND**

PRIVÉ ET CONFIDENTIEL

© AQUIND LIMITED, 2020

Copyright

Copyright © AQUIND Limited 2020. Tous droits réservés. Ce document, et toutes les pièces l'accompagnant, est soumis au contrat et contient des informations confidentielles et exclusives.

Aucune partie de ce document, y compris les pièces justificatives, ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite préalable d'AQUIND Limited.

5 Demande d'exemption et de justification

5.1 Introduction

Cette section de la requête de l'exemption comprend :

- ▶ Une description des motifs de l'exemption.
- ▶ Un résumé de la demande d'exemption d'AQUIND.

5.2 Les motifs de l'exemption

La décision d'octroyer une exemption est basée sur la nature spécifique du projet. Une exemption ne peut être accordée que si le projet satisfait aux conditions de l'article 63 du règlement 2019/943 :

- a) l'investissement accroît la concurrence en matière de fourniture d'électricité ;*
- b) le degré de risque associé à l'investissement est tel que l'investissement ne serait pas effectué si l'exemption n'était pas accordée ;*
- c) l'interconnexion est la propriété d'une personne physique ou morale distincte, du moins en ce qui concerne son statut juridique, des gestionnaires de réseau dans les réseaux auxquels cette interconnexion doit être construite ;*
- d) des redevances sont perçues auprès des utilisateurs de cette interconnexion ;*
- e) depuis l'ouverture partielle du marché visée à l'article 19 de la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil¹, il n'a été procédé au recouvrement d'aucune partie du capital ou des coûts d'exploitation de l'interconnexion au moyen d'une fraction quelconque des redevances prélevées pour l'utilisation des réseaux de transport ou des réseaux de distribution reliés par cette interconnexion ; et*
- f) l'exemption ne risque pas de porter atteinte à la concurrence ni au bon fonctionnement du marché intérieur de l'électricité, ni au bon fonctionnement du réseau réglementé auquel l'interconnexion est reliée.*

L'article 63 indique qu'en ce qui concerne une demande d'exemption pour une nouvelle interconnexion en courant continu :

- ▶ ladite exemption s'applique « pendant une durée limitée » – 63(1)
- ▶ la décision « est prise au cas par cas par les autorités de régulation » – 63(4)
- ▶ l'« exemption peut couvrir tout ou partie de la capacité de la nouvelle interconnexion » – 63(4)

Cette section de la Demande d'exemption explique la nature unique de l'Interconnexion AQUIND, les risques auxquels sont confrontés les développeurs de projet et la justification de l'exemption.

¹ Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (JO L 27 du 30.1.1997, p. 20)

5.3 Demande d'exemption d'AQUIND

Conformément à l'article 63 du règlement 2019/943, AQUIND cherche à obtenir une exemption partielle pour l'Interconnexion AQUIND en France des articles 19(2) et 19(3) du règlement 2019/943 (concernant l'Utilisation des recettes) pour une durée de 25 ans à compter du début des exploitations commerciales. L'exemption partielle s'appliquerait à une part fixe des recettes d'AQUIND correspondant à la part du capital et des coûts d'exploitation de l'Interconnexion AQUIND applicables au territoire français (à terre et dans les eaux territoriales françaises).

Conformément au droit français, une exemption accordée en vertu de l'article 63 du règlement 2019/943 aurait également pour effet d'autoriser AQUIND à exploiter une Interconnexion AQUIND en France. Malgré la durée limitée de l'exemption demandée, AQUIND cherchera à maintenir l'autorisation d'exploitation de cette Interconnexion AQUIND en France pendant toute sa durée de vie opérationnelle.

AQUIND ne demande pas d'exemption pour une Dissociation (article 43, directive 2019/944), un Accès des tiers (article 6, directive 2019/944) ou l'approbation des règles de recharge et d'accès (article 59(7) et 60(1) de la directive 2019/944). Bien que la structure existante et les investisseurs d'AQUIND ne demandent pas d'exemption des exigences en matière de découplage, AQUIND n'écarte pas la possibilité de réexaminer ces exigences si les accords passés par l'entreprise avec les futurs investisseurs potentiels le nécessitent.

5.3.1 Articles 19(2) et 19(3) du règlement 2019/943 : Utilisation des recettes :

AQUIND demande une exemption partielle des articles 19(2) et 19(3) du règlement 2019/943. L'exemption s'appliquera à une part fixe des recettes² générées par l'Interconnexion AQUIND correspondant à la partie du projet qui sera située sur le territoire français (y compris à terre et dans les eaux territoriales françaises). (la « **Partie exemptée** »). Cette part devrait s'élever à 32 %, d'après l'analyse des coûts d'AQUIND présentée dans la Section 6.4 ci-après. La part restante des recettes générées par le projet ne sera pas exempte des exigences des articles 19(2) et 19(3).

Les recettes couvertes par l'étendue de l'exemption incluront la part fixe de la somme des composantes suivantes :

- ▶ Recettes de congestion générées par l'Interconnexion AQUIND ;
- ▶ Recettes du mécanisme de capacité, dans la mesure où elles reviennent au propriétaire de l'interconnexion ;
- ▶ Recettes des services d'équilibrage (service système), dans la mesure où elles reviennent au propriétaire de l'interconnexion ;
- ▶ Composante de compensation pouvant inclure, par exemple, les coûts éventuellement applicables au projet, tel que les tarifs commerciaux ou les sanctions associées à la non-exécution des contrats de mécanisme de capacité et/ou de services d'équilibrage (service système) qui peuvent, le cas échéant, être conclus pour une Interconnexion AQUIND ;
- ▶ Toute autre recette découlant de l'exécution de l'Interconnexion AQUIND en tant qu'interconnexion électrique pendant la durée de l'exemption demandée.

² Nous prévoyons que la part des recettes soumise à l'exemption sera déterminée ex ante pendant la durée de ladite exemption (c.-à-d. 25 ans), selon le principe de territorialité.

La Demande d'exemption d'AQUIND relative à l'Utilisation des recettes en France suit l'engagement de réglementation détaillé passée avec la CRE (Commission de régulation de l'énergie), ainsi qu'avec l'Ofgem et l'ACER, pour étudier et tester la viabilité de différentes voies réglementaires et d'investissement pour l'Interconnexion AQUIND. Ces tests réglementaires, analyses approfondies et décisions réglementaires officielles ont permis de conclure que la seule voie d'investissement disponible pour AQUIND en France consiste à obtenir une exemption en vertu de l'Article 63. En l'absence d'exemption, le projet ne peut et ne pourra avancer, et la France, la Grande-Bretagne et l'Europe ne pourront bénéficier des avantages démontrés dans l'Analyse de surplus social et de recettes AQUIND (pièce 1).³

Nous résumons ici l'historique du projet et les décisions réglementaires qui ont mené à cette Demande d'exemption et nous en fournissons la principale justification :

- ▶ **Demande d'exemption de 2017 d'AQUIND :** le 15 mai 2017, AQUIND a soumis une demande à la CRE et à l'Ofgem (en tant qu'ARN pour la Grande-Bretagne et la France) en vertu de l'article 17 du règlement 714/2009⁴ (le « Règlement sur l'électricité ») pour certaines exemptions des règlements pertinents (la « Demande d'exemption de 2017 »). Suivant la communication d'informations supplémentaires par AQUIND, la Demande d'exemption de 2017 a été jugée complète par l'Ofgem le 4 septembre 2017. Conformément à l'article 17(5) du Règlement sur l'électricité, la Demande d'exemption d'AQUIND a alors été saisie par l'Ofgem et la CRE pour décision de l'ACER le 19 décembre 2017.
- ▶ **Décision de l'ACER de ne pas accéder à la Demande d'exemption d'AQUIND :** par décision du 19 juin 2018, l'ACER a refusé la Demande d'exemption de 2017 au motif que la condition énoncée à l'Article 17(1)(b) du Règlement sur l'électricité n'était pas remplie, déclarant qu'AQUIND n'avait pas suffisamment démontré que le niveau de risque associé à l'investissement était tel que l'investissement ne serait pas réalisé si l'exemption n'était pas accordée. Cette décision de l'ACER était principalement basée sur le fait que, du point de vue de l'ACER, AQUIND aurait dû vérifier si un régime réglementé était disponible pour le Projet. Ce point de vue était lui-même basé sur le statut PIC de l'Interconnexion AQUIND (attribué au cours de l'examen de la Demande d'exemption 2017 par l'ACER), qui pouvait permettre le développement du projet sous un régime réglementé conformément aux arrangements de la répartition transfrontalière des coûts (CBCA, Cross-Border Cost Allocation) de l'article 12 du règlement 347/2013 (le « Règlement RTE-E »).⁵

▶ [REDACTED]

³ Les avantages du projet portent notamment sur l'aide sociale, la sécurité de l'approvisionnement, la concurrence, l'environnement, la prestation de services d'équilibrage (service système) et l'imposition pour la société française.

⁴ L'article 63 du règlement 2019/943 rappelle essentiellement les conditions d'exemption présentées dans l'article 17 du règlement 714/2009.

⁵ AQUIND Limited a fait appel à la Commission de recours de l'ACER contre la décision de l'ACER de rejeter la Demande d'exemption, mais cet appel a été rejeté le 17 octobre 2018. Un appel au Tribunal de l'Union européenne contre la décision de la Chambre de recours a été soumis en janvier 2019 et est en cours depuis la date de cette Demande d'exemption.

- **Statut PIC d'AQUIND :** le 31 octobre 2019, la Commission européenne (la « Commission ») a adopté un règlement délégué (le « Règlement délégué ») qui modifie la liste de Projets d'intérêt commun (« PIC ») de l'Union en retirant, entre autres, l'Interconnexion AQUIND de la liste. En conséquence, l'Interconnexion AQUIND perdra son statut PIC lorsque le Règlement délégué entrera en vigueur. [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Les étapes et décisions résumées ci-dessus permettent de conclure qu'une exemption en France est la seule voie d'investissement qui permettra à AQUIND de poursuivre le développement de son projet. Il n'existe aucun autre régime réglementé pour une interconnexion hors RTE en France.⁶

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] Cette voie d'investissement n'est plus disponible pour AQUIND. Les étapes suivies par AQUIND démontrent pleinement que le risque lié au projet est tel que l'investissement n'aura pas lieu, à moins qu'une exemption ne soit accordée.

AQUIND cherche donc à obtenir une exemption partielle suffisante pour permettre l'avancement du projet en France. L'étendue de l'exemption est proportionnée et limitée, de manière à ce que la demande ne concerne que les éléments de la législation qui, autrement, empêcheraient le développement du projet en France, à savoir l'utilisation des recettes. L'interconnexion fonctionnera de la même manière que n'importe quelle autre interconnexion réglementée, avec des produits de capacité mis à disposition des tiers dans des délais d'exécution réglementés.

AQUIND reconnaît qu'il existe un degré d'incertitude lié aux recettes d'une interconnexion entre la Grande-Bretagne et la France, comme c'est le cas pour un projet d'infrastructure de cette envergure, qui pourrait également entraîner des revenus supplémentaires pour le projet. Si l'interconnexion AQUIND est plus rentable que prévue, AQUIND propose d'ajouter des conditions à la part des recettes générées par l'interconnexion en France afin de redistribuer une partie des bénéfices aux utilisateurs des réseaux français, dans les scénarios où les recettes dépassent les attentes. Nous proposons en particulier un « mécanisme de partage des bénéfices » comme suit : si la valeur actuelle des bénéfices liée à la Partie exemptée du Projet, actualisée à un taux nominal de [REDACTED]%, est positive, [REDACTED] % de ces bénéfices seraient alors transférés d'AQUIND à RTE (et donc aux utilisateurs du réseau français).

En calculant les bénéfices liés à la Partie exemptée du Projet, dans le cadre du « mécanisme de partage des bénéfices » décrit ci-dessus, nous proposons que :

- Les bénéfices soient calculés en fonction des coûts réels et des recettes réelles associés à la Partie exemptée du Projet ; et
- Les recettes soient divisées et allouées dans deux « pots » distincts correspondant à la Partie exemptée et à la partie non exemptée du Projet. Les dispositions de séparation mises en place seront telles qu'il n'y aura aucune interaction entre les deux « pots ». Pour

⁶ En Grande-Bretagne, les arrangements réglementaires présentés dans le cadre du régime « Cap and Floor » autorisent le recours à des développeurs d'interconnexions tiers. AQUIND n'a donc pas besoin d'exemption en Grande-Bretagne.

éviter toute ambiguïté, les dispositions réglementaires (le cas échéant) portant sur le traitement des recettes d'AQUIND du côté britannique seront entièrement indépendantes des calculs réalisés dans le cadre du « mécanisme de partage des bénéfices » pour la Partie exemptée du Projet décrite ci-dessus.

Nous considérons que ce mécanisme de partage des bénéfices est approprié, proportionné et dans l'intérêt du surplus socio-économique de la France, car il permet d'harmoniser les incitations d'AQUIND et des utilisateurs du réseau français pour optimiser la disponibilité opérationnelle de l'interconnexion aux moments où le Projet génère la plus forte valeur. En outre, le « mécanisme de partage des bénéfices » offrira des bénéfices supplémentaires en termes de croissance des recettes aux utilisateurs du réseau français et surtout, il le fera sans faire porter un risque supplémentaire sur ces derniers. Les détails spécifiques du « mécanisme de partage des bénéfices » seraient déterminés ex ante par la CRE, pendant la durée de l'exemption.

L'exemption au regard de l'article 19 est demandée pour une durée de 25 ans.

5.3.2 Exemption nécessaire pour exploiter l'Interconnexion AQUIND en France

AQUIND doit avoir obtenu une exemption afin d'être autorisée à exploiter l'Interconnexion AQUIND en France. Dans le cadre de la loi française, le GRT (Gestionnaire de réseau de transport) est responsable du développement, de le génie civil et de l'exploitation des interconnexions réglementées. RTE est actuellement la seule entité éligible pour entreprendre ces opérations. AQUIND a ainsi l'interdiction d'exploiter une interconnexion réglementée en France dans le cadre des articles L. du Code de l'énergie français 321-6 du Code de l'énergie français⁷.

Sur la base de ce qui précède, la CRE a adopté, le 29 mars 2012⁸, une décision qui prévoit que l'unique possibilité pour une partie privée d'exploiter une interconnexion en France est de le faire dans le cadre d'une exemption. En tant que tel, AQUIND requiert une exemption dans le cadre du règlement 2019/943 afin de construire et d'exploiter l'Interconnexion AQUIND en France.

AQUIND cherchera à maintenir l'autorisation d'exploitation de cette Interconnexion AQUIND en France pendant toute sa durée de vie opérationnelle, au-delà de la période de 25 ans de cette Demande d'exemption.

5.4 Partie exemptée de l'Interconnexion AQUIND

AQUIND a entrepris une analyse des coûts détaillée, mettant l'accent sur les dépenses de développement, d'investissement et d'exploitation. Dans ce contexte, AQUIND estime que la partie du projet qui sera située sur le territoire français (y compris à terre et dans les eaux territoriales françaises), c.-à-d. la Partie exemptée, s'élève à 32 %.

Un résumé de cette analyse est présenté dans le Tableau 5-1 ci-dessous.

⁷ Adopté par l'ordonnance 2011-504 du 9 mai 2010.

⁸ Délibération de la CRE du 29 mars 2012 portant communication sur l'application de l'article 17 du règlement CE n°714/2009 du 13 juillet 2009

Tableau 5-1 : Répartition des coûts de l'Interconnexion AQUIND⁹

Cost category	Total	...of which the Exempt Portion
Capex – Converters	■■■■■ m	■■■■■ m
Capex – Cables + Connections	■■■■■ m	■■■■■ m
Capex – (CAR, Project mgmt)	■■■■■ m	■■■■■ m
Devex	■■■■■ m	■■■■■ m
Subtotal Capex + Devex	■■■■■ m	■■■■■ m
Opex (Present value)	■■■■■ m	■■■■■ m
Repex (Present value)	■■■■■ m	■■■■■ m
Total Capex + Devex + Opex + Repex	€1,537m	€488m
Cost split	100%	32%

Source: Analyse AQUIND.

⁹ Présentés ici en valeur actuelle prenant en compte le profil des coûts